

Olivier Willocx prend le pouls de l'économie bruxelloise

L'Echo

Par sa fonction d'administrateur délégué de la Chambre de Commerce & Union des Entreprises de Bruxelles (BECI) il a une vision globale de forces et faiblesses de la région capitale. Il dresse ici un tableau sans compromis, mais encourageant, de ce qu'offre la métropole aux patrons. Son analyse n'est pas en reste pour pallier aux défis propres à la capitale.

Quelles sont les grandes lames de fond qui traversent l'économie de la Région Bruxelles Capitale actuellement ?

Olivier Willock : On a créé dans Bruxelles une ville de la taille d'Anvers en 10 ans. On a un boom démographique qui est de l'ordre de 20 à 25 milles unités par an, ce qui est énorme. Une ville qui gagne de la population, c'est positif mais il faut que l'infrastructure suive, ce que Bruxelles a du mal à faire. Quand je regarde la création d'entreprises, la région est vraisemblablement toujours celle qui crée le plus d'entreprises par tête d'habitants en Europe. Le nombre de faillite continue bien sur d'augmenter à Bruxelles. Mais il y a quinze ans, on créait entre 4 000 et 6 000 entreprises par an, et aujourd'hui 12 000. À partir du moment où je crée beaucoup plus d'entreprises, forcément mon nombre de faillite augmente, mais le taux est resté assez constant. Enfin, environ 10 000 emplois sont créés dans la métropole annuellement . Donc économiquement, à priori, Bruxelles va bien en regard de la croissance de l'emploi. Mais il faut relativiser cela par le fait qu'une grosse partie de ces emplois sont d'origine publique, que toute la problématique titres-services a fort gonflé les chiffres, et qu'à cause de la démographie, le taux de chômage a augmenté. Donc ces nouveaux emplois profitent peu Bruxellois.

La sortie de crise s'amorce, y a-t-il des tendances notables à ce sujet dans la région Bruxelles-Capitale ?

Lors de la crise de 2008, Bruxelles avait nettement moins souffert que les deux autres régions, notamment sur le schéma de la production industrielle. Comme il n'y en a pas beaucoup, on n'a pas perdu. Dès lors, quand on examine les taux de croissance des deux dernières années, la région capitale est un peu moins bonne que les autres régions qui se rattrapent. Bruxelles est en train de beaucoup souffrir en matière d'emploi, dans des secteurs où on dégraisse beaucoup, surtout dans les banques et les assurances.

Qu'en est-il aussi de la diversité du tissu économique dans la région capitale ?

Il y a proportionnellement à la Belgique très beaucoup de très petites entreprises et très beaucoup de très grandes. Ce qui manque fondamentalement pour assurer la croissance bruxelloise c'est un tissu moyen : des boîtes de 10 à 50 personnes. Ces entreprises qui ont déjà une capacité et qui peuvent avoir des taux de croissance facilement de 20-30 % annuellement. Il n'y en a pas pour une raison assez simple. En

ville, il est très compliqué de s'agrandir : le coût du foncier à Bruxelles est plus cher qu'ailleurs. Si on passe de 50 à 100 personnes on ne trouve pas la place, souvent ces entreprises quittent la ville pour un zoning.

Comment s'exporte la marque Bruxelles ? Vend-elle bien ses entreprises à l'extérieur ?

Aujourd'hui le service représente à peu près 97% de l'économie, or historiquement tous les dispositifs d'aide sont organisés autour de l'exportation de marchandises. Malheureusement la politique s'est longtemps focalisée en matière de communication sur l'exportation de la bière, des gaufres, du chocolat. Mais la réalité bruxelloise ce sont des entreprises au taux de croissance de 40 à 50% par an dans tout ce qui est nouvelles technologies.

En retour, les investisseurs étrangers sont-ils correctement attirés dans la région capitale ?

La Belgique de manière générale ne fait pas bien ! La faiblesse bruxelloise aujourd'hui est de ne pas savoir clairement ce qu'on veut attirer. Il y a un problème de lisibilité des avantages bruxellois. On veut des entreprises qui ne polluent pas, qui n'embêtent pas la mobilité, qui créent des emplois non qualifiés, etc. Je ne sais plus très bien aujourd'hui quelles sont les entreprises qu'on attirera ! Je peux compter sur les doigts de la main les entreprises industrielles qui sont à Bruxelles, et il faut tout faire pour qu'elles restent ! Il faut que les autorités publiques comprennent le côté indispensable du maintien des activités industrielles aujourd'hui et arrêtent de régulièrement « leur casser les pieds ».

Le taux de chômage est de loin l'indicateur le plus préoccupant à Bruxelles. Par où commencer, selon vous, pour le résorber ?

Les entreprises se plaignent très largement d'avoir des difficultés à recruter du personnel, et de l'autre côté il y a 120 000 demandeurs d'emplois. On attend un organisme de l'emploi efficace, comme le VDAB en Flandre, qui fournisse un vrai service à valeur ajoutée aux entreprises. La vraie problématique de Bruxelles est aussi la formation des gens. Aujourd'hui nous venons de doubler les programmes de français donné à Bruxelles Formation pour permettre aux jeunes de comprendre les cours techniques organisés par Bruxelles Formation. Sur base de ce constat, nous proposons de rendre la scolarité obligatoire dès quatre ans. Vous ne pouvez pas avoir, comme c'est aujourd'hui le cas à Bruxelles, des enfants, qui, en première primaire sont déjà en décrochage scolaire ! Ce n'est tolérable pour personne, il faut qu'ils aient un niveau suffisant de compréhension quand ils vont à l'école. C'est aussi simple que cela.

Bruxelles a la mauvaise réputation d'être une des capitales les plus embouteillées d'Europe, une situation qui n'est pas sans conséquence pour son économie. Que préconise le BECI ?

Des solutions existent et il n'y en a pas qu'une. Dans les plus originales qu'on ait proposées - originales ne veut pas dire idiotes - nous avons suggéré de remplacer les

véhicules de société par un avantage équivalent pour intervention dans le logement, que ce soit dans le loyer ou le remboursement de prêt hypothécaire. On sait que si on peut réduire de 4% le trafic automobile, les embouteillages diminuent de 20 à 50% à Bruxelles. Ce que nous proposons c'est la liberté de choix, on n'impose rien. Si la voiture est importante, que l'on considère au moins à égalité le logement tout aussi important.